Cahier de doléances du Tiers État de Lailly (Yonne)

Les habitants de la paroisse de Lailly, pénétrés de respect et de reconnaissance pour Sa Majesté, qui, par ses lettres de convocation des États généraux du 24 janvier dernier, les invite à faire leurs plaintes, doléances et remontrances sur tout ce qui peut intéresser le bien de l'État et celui de ses sujets, étant assemblés au son de la cloche, au lieu et en la manière accoutumés, par devant Monsieur le Maire, en la mairie de Lailly, ont très humblement représenté :

1° Qu'il serait avantageux et même nécessaire de supprimer les aides, comme un impôt exorbitant pour le peuple et néanmoins peu profitable à l'État, à cause des frais énormes de perception ; que cet impôt, d'ailleurs, met des entraves au commerce, expose les sujets à mille vexations de la part des commis qui, pour percevoir des droits dont les noms mêmes sont une étude et ignorés pour la plupart, font des procès souvent injustes, punissent même la bonne foi, persécutent la charité qui donne de la boisson aux pauvres, exigent des droits considérables des cabaretiers pour le vin qu'ils consomment par eux-mêmes, ce qui en augmente le prix pour la seule classe la plus nécessiteuse qui l'achète en détail ; en un mot, que cet impôt, ne pouvant se percevoir sans faire d'injustices, il leur paraît devoir être supprimé.

2° Que le sel étant une denrée absolument nécessaire, il serait indispensable de le réduire à un prix où le peuple pût aisément atteindre, soit en diminuant, soit en supprimant totalement les droits de gabelles.

3° Qu'il serait très utile d'aviser aux moyens de simplifier et d'abrèger les procédures et opérations de la justice, dont les frais sont ruineux, tant dans les successions que dans les choses contentieuses.

4° Qu'il serait plus simple et plus avantageux de réduire les impositions des vingtièmes, tailles, capitation, industrie, corvées et autres, à un impôt unique sur tous les biens du royaume, auquel seraient assujettis indistinctement ecclésiastiques, nobles et roturiers.

Il leur paraît de toute justice que tous les sujets de l'État contribuent également, et en proportion de leurs biens, à ses besoins, et que le Tiers état, qui renferme le plus grand nombre de citoyens et les plus pauvres, ne soit pas foulé pour soulager les deux autres ordres, bien moins nombreux et beaucoup plus riches.

Ils sont persuadés que cet impôt unique, levé sur tous les biens fonds, sans exception et avec égalité, non-seulement tournerait au soulagement du peuple sans surcharger les riches, mais encore comblerait aisément le déficit occasionné par le retranchement des droits d'aides et de gabelles qu'ils demandent. L'avantage surtout de cet impôt serait de pouvoir être levé par les collecteurs des paroisses, et sans frais, sous l'inspection et garantie des municipalités.

5° Que le gibier, trop multiplié, dévore les grains et les moissons, surtout autour des bois et forêts; il leur paraît bien triste de voir perdre le fruit de leurs travaux et l'espérance de leurs récoltes sans pouvoir les défendre contre la voracité de ces animaux destructeurs, réservés aux plaisirs exclusifs d'un très petit nombre de personnes. Ils supplient donc, ou qu'on empêche leur trop grande multiplication, ou qu'ils soient autorisés à se faire dédommager de leurs ravages.

Tels sont les principaux objets de plaintes et de demandes, sur lesquels ils prient les deux députés qu'ils viennent de nommer d'insister à l'assemblée du bailliage de Sens, qui se tiendra le dix du présent mois, pour être mis sous les yeux du Roi, dont la bonté, les lumières et la justice leur promettent les plus heureux succès.

Et ont lesdits habitants signé avec mon dit sieur le Maire en la mairie de Lailly, ou déclaré ne savoir signer, en ladite assemblée, le 8 mars 1789.